

« Une pluriactivité noble et productive »

Maire d'Olmi-Cappella, président du syndicat mixte du Ghjunsani, Frédéric Mariani évoque l'opportunité que représente l'Aria pour la microrégion et les nombreux défis qui l'attendent.

Vous avez été réélu le 5 novembre dernier à la tête du syndicat mixte du Ghjunsani. Or, on se souvient qu'en 2018, des tensions s'étaient fait jour entre les élus locaux et la CdC qui revendiquait la présidence. Aujourd'hui, cette page est-elle tournée ?

À l'époque, je l'ai vécu comme une humiliation. Il était hors de question que cette présidence échappe aux élus du Ghjunsani, quels qu'ils soient, pourvu qu'ils soient dans un état d'esprit constructif vis-à-vis de l'Aria. Aujourd'hui, je dirais que la raison l'a emporté sur la passion. En 2018, j'avais été élu avec 5 suffrages sur 11, avec des abstentions*. L'an dernier, j'ai été réélu avec 9 suffrages et cette année, 11. Cela signifie qu'un rapport de confiance est revenu entre la majorité territoriale et les élus de la vallée. Je pense que la présence de Jean-Félix Acquaviva y est pour beaucoup. Mais la majorité territoriale a aussi pu constater le bilan et l'engagement qui sont les nôtres, notre méthode de travail, les projets en cours et le constat des améliorations.

Justement, quel bilan dressez-vous de ces trois années ?

Auparavant, les relations étaient exécrables entre le syndicat mixte et l'Aria. C'était mortifère pour le projet, ses activités et l'intérêt général. Je me suis donc employé dès le premier jour à les améliorer. Aujourd'hui elles sont au beau fixe et constructives. Ensuite, s'agissant d'un établissement accueillant du public, il a fallu entreprendre des travaux de mise en sécurité. Une fois l'intérieur rénové, nous avons aussi repris le projet de réfection des façades, qui se trouvent dans un état pitoyable. Aujourd'hui, cette réfection est financée. La première tranche a débuté il y a deux mois, pour 450 000 euros. Autre projet en sommeil durant des années : la construction d'un théâtre de verdure sur la commune de Vallica. Ça fait 20 ans qu'on en parle et c'est prévu dans les statuts du syndicat mixte. Originellement, il était prévu qu'il soit excentré par rapport à la commune, ce qui pour moi, n'avait pas d'intérêt. Donc nous avons trouvé un terrain à proximité immédiate de la mairie et de la salle des fêtes. À présent, le dossier de financement est instruit par la CdC. Mais il manque un élément pour qu'il soit réputé complet : le permis d'aménager, déposé il y a trois semaines au service instructeur de la communauté de communes. Je pense qu'on peut espérer obtenir les arrêtés de subventions au premier semestre 2022 et que l'on pourra inscrire le projet au budget 2023, au plus tard. Il est probable qu'il sera financé par le comité de massif. Nous avons également obtenu un financement de 130 000 eu-



« Si on veut développer le Ghjunsani, il faudra rapidement mettre en application le programme Acqua nostra 2050. » L.G.

ros de l'État pour aménager des locaux pour les costumes et la technique. Les travaux devraient débuter avant la fin de l'année. Par ailleurs, nous avons à présent un espace public numérique qui permet aux habitants du canton, aux touristes de passage ou aux stagiaires de l'Aria de venir y accomplir certaines démarches administratives. Enfin, on s'est employés à faire de meilleurs repas en faisant travailler l'économie locale et en achetant des produits locaux.

L'Aria a obtenu cet été le label Centre Culturel de Rencontres « Théâtre et Nature » (CCR). C'est la preuve que la Balagne de l'intérieur

a aussi des atouts à jouer par rapport au littoral ?

Oui et on a su le prouver pendant 23 ans. Aujourd'hui l'Aria est le 19^e CCR de France et les CCR sont en constantes relations. Cela donne une autre perspective à l'Aria car cela permettra de porter des réflexions et des projets aux niveaux national et international.

Cela suffira-t-il à endiguer l'exode de la population vers le littoral ?

En tout cas, elle l'a largement freiné, voire stabilisé. Aujourd'hui, le syndicat mixte emploie six personnes, l'Aria tout autant. Proportionnellement à une microrégion comme la nôtre, qui est l'une des plus touchées par la désertification, cela fait beaucoup. Des agents sont venus s'installer,

ils ont eu des enfants. Une institutrice s'est également installée ici, son époux travaille à l'Aria et leurs trois enfants sont scolarisés ici. L'Aria est une chance, dire le contraire serait faire preuve de mauvaise foi. Aujourd'hui, des jeunes peuvent bénéficier d'un emploi ici. C'est sans équivoque. Alors évidemment, ce n'est pas une baguette magique. C'est un travail, un combat continu, permanent.

Et puis, cette activité permet de se battre pour maintenir les services publics. La commune d'Olmi-Cappella va ouvrir une maison d'accueil pour trois personnes âgées. Au rez-de-

chaussée, nous allons créer un cabinet médical connecté, d'ores et déjà financé. Il sera ouvert gratuitement à tous les praticiens qui viennent de manière hebdomadaire, ou qui voudront y venir. Avec le matériel médical qu'on va y installer, pour environ 500 000 euros, et grâce à la

fibres, ils pourront y pratiquer de nombreux examens, comme des échographies cardiaques ou des examens ophtalmologiques, et faire de la télémedecine. Nous menons ces actions pour que ceux qui décident de s'installer dans la microrégion sachent qu'ils auront les moyens d'être reçus par un médecin dans des conditions optimales.

Quels seront les grands enjeux de l'avenir dans le Ghjunsani ?

Aujourd'hui, on parle beaucoup des périodes de sécheresse, d'étiage. Si on veut développer

le Ghjunsani, il faudra rapidement mettre en application le programme Acqua nostra 2050 (Schéma d'aménagement hydraulique de la Corse, ndlr), voté par l'Assemblée de Corse. Chaque année, la période d'étiage est un peu plus longue. Chaque année, on passe sur le ni ou rasoïr, notamment l'été dernier. Comment peut-on alimenter cette microrégion culturellement, touristiquement, si tous les ans, on va se demander si on va avoir suffisamment d'eau ? Ensuite, le handicap que nous connaissons, c'est l'état du réseau routier. C'est une catastrophe ! On ne sait plus à quel saint se vouer pour avoir un plan de restructuration, de réfection. Le réseau routier du Ghjunsani c'est environ 60 km, entre les accès et les routes entre les villages. Je pense qu'il faut compter 7 à 8 millions d'euros. À mon sens, il faut lancer un programme de travaux, à raison d'un million d'euros par an, sur 7 à 8 ans. On a vu Gilles Simeoni au mois de mai, après l'avoir sollicité sept mois auparavant. On devait se revoir 20 jours après...

Concernant le réseau électrique, nous nous sommes battus auprès d'EDF et du syndicat d'électrification pour obtenir l'enfouissement de la ligne haute tension qui alimente le Ghjunsani et sécuriser l'alimentation énergétique de notre microrégion en période hivernale. Il y a des gens qui ici se sont retrouvés à devoir passer 40 heures sans électricité, je pense que ce ne sera plus qu'un mauvais souvenir. Ça a été notre initiative, notre combat. Il y a aussi une chose importante : l'arrivée de la fibre, qui révolutionne déjà le rural, notamment avec le télétravail.

Enfin, il faut encourager les retraités à revenir et miser sur le changement climatique. On a une carte à jouer à notre altitude. Il faut aller vers pluriactivité, sortir de cet élevage intensif de bovins qui est mortifère. Le phénomène de divagation animale est catastrophique au niveau sociétal. Il est provoqué par cette manne financière liée à la PAC qui donne de l'agent abondamment, sans véritable contrôle et sans résultats. Nous devons réfléchir à la châtaigneraie, aux amandiers. La France importe des milliers de tonnes d'amandes, alors qu'ici, on a des endroits très propices à la culture de l'amandier. On sait aussi qu'il y a des vigneronnes connues qui se tournent vers la montagne. Ce serait intéressant pour nous d'accueillir la vigne ! À Olmi-Cappella, on a réinstallé un éleveur caprin. La commune lui a alloué 250 hectares notamment des estives, cela faisait 60 ans qu'il n'y avait plus de chevriers. Les chèvres d'agriculture, l'Odarc doivent prendre des mesures incitatives, pour orienter ceux qui ont la volonté de porter un projet de vie dans le territoire. Nous avons besoin d'une pluriactivité noble et productive.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAËTITIA GIANNECHINI

* Le comité de pilotage du syndicat mixte se compose de 11 représentants : quatre pour les communes et sept pour la CdC.